

Manche

## ÉDUCATION. La FSU de la Manche après la grève du 6 février « Le système éducatif est attaqué »

QUOTIDIEN LA PRESSE DE LA MANCHE | jeudi 8 février 2018

645 mots



*Pascal Besuelle, Martine Quesnel, Pascal Roger et Pascal Quesnel, représentent la FSU de la Manche.*

**RÉFORME DU LYCÉE**, manque de moyens humains... la Fédération syndicale unitaire (FSU) s'inquiète pour la prochaine rentrée. Après le mouvement national de grève du 6 février, qui n'a pas mobilisé autant qu'espéré, le syndicat est revenu sur les principaux points noirs qui augurent une rentrée 2018 « très compliquée », du primaire au lycée. « On tient à alerter largement l'opinion publique car la situation est vraiment critique. Nous ne sommes pas opposés aux réformes, mais celles-ci ne vont pas dans une amélioration de l'enseignement », souligne le syndicat.

Primaire : manque de moyens

Pascal Quesnel, représentant du Snuipp, est revenu sur le choix d'élargir le dédoublement des classes de CP à l'ensemble des sites classés Rep, mais aussi aux CE1. La contestation ne porte pas sur le fond, mais sur les moyens humains alloués à ce dispositif. « Dans la Manche, deux équivalents temps plein sont accordés alors que ce dispositif nécessiterait 15 ou 20 postes supplémentaires. Nous n'aurons pas les moyens d'assurer cette mission correctement, ou cela se fera au détriment des autres classes. »

87 postes en moins

À l'échelle de l'Académie, regroupant la Manche, l'Orne et le Calvados, 87 postes d'enseignants vont être supprimés sur l'ensemble des collèges et lycées. « On ne peut que ressentir un retrait de moyens très massifs, avec une politique gouvernementale qui veut rendre des postes de fonctionnaires. Là, c'est tout le système éducatif qui est attaqué », déplore Pascal Besuelle, représentant de la FSU. Rien que dans les collèges de la Manche, ce sont 25 postes en moins : « On est conscients de la baisse démographique, mais bien trop de collèges préparent la rentrée avec des moyens insuffisants », constate Pascal Roger, du Snes.

Des collègues menacés ?

Pascal Roger a dressé un triste bilan, deux ans après la réforme des collèges : « Il y avait des points positifs qui accordaient 3 heures par semaine de classe pour travailler différemment : mais les moyens qui nous étaient alloués sont mis à contribution dans d'autres domaines car la situation n'est pas tenable. C'est extrêmement tendu. »

À la rentrée, les collèges cherbourgeois pourraient être fortement impactés, avec une diminution d'un ou deux postes, parfois plus. « On a également appris qu'un travail autour de la mutualisation était mené : on craint des fermetures d'établissements à l'avenir. »

« Un lycée à la carte »

Le 14 février, la réforme des lycées sera présentée en Conseil des ministres. Une partie de l'examen pourrait se faire en contrôle continu : un non-sens selon Martine Quesnel : « Instaurer un contrôle continu va à l'encontre du principe d'égalité du baccalauréat. Cet examen peut être critiqué sur certains points, mais cette réforme est tout sauf égalitaire. »

Avec le principe de choix de matières mineures et majeures par les élèves, l'enseignante de Valognes craint « un lycée à la carte, avec une organisation impossible à tenir. »

Non à Parcoursup

« Le principal problème de la plateforme admission post-bac (APB), c'était le manque de places dans les universités. Avec Parcoursup, les enseignants devront porter un jugement sur les élèves souhaitant intégrer l'université. Nous y sommes fermement opposés et maintenons notre attachement au baccalauréat comme premier grade universitaire : on n'a pas à sélectionner les élèves pour l'université », analyse Pascal Besuelle.

Carole LE GOFF